

DSNA
Direction de la Technique et de l'Innovation

MARCHÉ DE SERVICES

Objet :

Acquisition de données ADS-B pour la DSNA

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°

MPA-25-21140

Procédure de passation

Procédure adaptée ouverte

(Article R. 2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique)

Type de contrat

Marché ordinaire de services

DSNA / DTI	Objet	Acquisition de données ADS-B pour la DSNA	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-18	

DIFFUSION INITIALE

DESTINATAIRE(S)	COPIE(S) POUR INFORMATION
Candidats MPA-25-21140	

VERIFICATION (V) / APPROBATION (A)

Nom	Fonction / Entité	V / A	Visa
Karine PARIZET	Rédactrice et chargée de suivi	V	KP
Marie-Hélène TURA	Chef de l'antenne DTI du Pôle Achats DSNA	A	MHT

MAITRISE DOCUMENTAIRE

Référence : MPA-25-21140 Classement et archivage du document Fichier :	
--	--

DSNA / DTI	Objet	Acquisition de données ADS-B pour la DSNA	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-18	

Historique du document

Version du document	Date de rédaction	Raison de l'évolution	Auteur
V1R0	18/02/2026	Version pour publication	KP

SOMMAIRE

1.	OBJET DU CONTRAT.....	4
2.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
3.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
4.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	6
5.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	8
6.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
7.	LITIGE ET SANCTIONS	15
8.	FIN DU CONTRAT	16

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

DSNA / DTI	Objet	Acquisition de données ADS-B pour la DSNA	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-18	

1. OBJET DU CONTRAT

1.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Acquisition de données ADS-B pour la DSNA.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans la Note de présentation MPA-25-21140_NP.

■ Lieu d'exécution :

Les prestations sont réalisées dans les locaux du titulaire.

■ Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les documents contractuels applicables au présent marché sont, par ordre d'importance et de priorité :

- l'acte d'engagement et son annexe financière,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- la directive PSSI Niv 3 Exigences marché version V3R1,
- la Note de présentation,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales Techniques de l'Information et de la Communication (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation,
- l'offre technique du titulaire,
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications, postérieurs à la notification du contrat.

1.2. Intervenants

Adresse et coordonnées :

DGAC DSNA

Direction de la Technique et de l'Innovation (DTI)
1 avenue du Dr Maurice Grynfolgel
CS 53584
31035 TOULOUSE CEDEX 1

Téléphone : +335 62 14 52 00

SIRET : 12006401900074

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

DSNA / DTI	Objet	Acquisition de données ADS-B pour la DSNA	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-18	

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

2. STRUCTURE – FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**.

3. DURÉE DU CONTRAT

■ Durée du contrat :

Le présent contrat est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de sa date de notification.

■ Reconduction :

Le contrat est reconductible de manière tacite une fois pour une période de 12 mois, soit une durée maximale de 24 mois.

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut en aucun cas s'y opposer en application de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique.

En cas de décision de ne pas reconduire le contrat, cette décision de l'acheteur est expresse et est adressée au titulaire un mois avant l'expiration de la période en cours, par l'intermédiaire de la plate-forme PLACE. Cette décision n'entraîne aucune indemnité au bénéfice du titulaire.

DSNA / DTI	Objet	Acquisition de données ADS-B pour la DSNA	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-18	

4. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **forfaitaires**.

Les prix sont indiqués dans l'annexe financière et dans l'acte d'engagement.

■ Variation des prix :

Les prix sont fermes et définitifs pendant la durée du marché, reconduction comprise, conformément à l'article R. 2112-9 du Code de la commande publique.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

4.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Il est fait application de l'option A du CCAG.

Sauf renoncement du titulaire, une avance est versée si le montant initial du contrat est supérieur à 50 000 € hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du contrat. Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R. 2191-6 à R. 2191-10 du Code de la commande publique.

Elle est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché si la durée du contrat n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial TTC du contrat divisé par sa durée exprimée en mois.

Selon les dispositions de l'article R. 2191-7 3° du Code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 30% si le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

DSNA / DTI	Objet	Acquisition de données ADS-B pour la DSNA	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-18	

Pour les avances inférieures ou égales à 30%, le remboursement de l'avance s'impute en une fois sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant de sa part du contrat et dès lors que le montant de la facture est supérieur au montant de l'avance. Si le remboursement de l'avance n'est pas possible dans ces conditions du fait de l'insuffisance du montant de la facture, il s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant de sa part du contrat.

Pour les avances supérieures à 30%, le remboursement de l'avance s'effectue à la première demande de paiement.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Outre les mentions légales, les demandes de paiements doivent comporter le numéro du contrat. Les demandes de paiement sont adressées au service émetteur de la commande. Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

Facturation électronique :

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 a fixé la mise en œuvre de la facturation électronique pour tous les fournisseurs de l'Etat à compter du 1er janvier 2020.

Au regard du dispositif ci-dessus, le titulaire du présent marché est soumis à l'obligation de facturation électronique. Il transmet ses factures électroniques en utilisant le portail sécurisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante : www.chorus-pro.gouv.fr.

Les éléments nécessaires pour la transmission dématérialisée des factures sont les suivants :

- Le numéro de SIRET de la DGAC : 12006401900074
- Le numéro à 10 chiffres de l'engagement figurant sur le document annexé au courrier de notification du marché intitulé *Références obligatoires pour l'envoi dématérialisé des factures*
- Le code à 2 chiffres du service exécutant DTI : 02

■ **Périodicité des paiements :**

Le prix applicable est forfaitaire et annuel. Les prestations donnent lieu à un règlement trimestriel, effectué à terme échu sur présentation d'une facture.

Pour le premier et le dernier trimestre, en cas de trimestre incomplet, le montant de la prestation est déterminé au « prorata temporis » sur la base d'un trimestre de quatre-vingt-dix jours.

■ **Répartition des paiements :**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au mandataire et ses co-traitants en cas de groupement.

■ **Délais de paiement :**

Le mode de règlement est le virement par mandat administratif avec mise en paiement sous 30 jours à compter de la date de réception de la facture par le comptable secondaire ou de la date de fin d'exécution des prestations si celle-ci est postérieure. Tout retard de paiement dans les délais prévus donnera lieu de plein droit et sans autre formalité, au versement d'intérêts moratoires.

DSNA / DTI	Objet	Acquisition de données ADS-B pour la DSNA	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-18	

■ Intérêts moratoires :

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

■ Comptable assignataire des paiements :

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable secondaire du Budget Annexe Contrôle et Exploitation Aériens, 1 avenue du Docteur Maurice Grynfolgel – CS 53584 – 31035 TOULOUSE Cedex 1.

5. RÉALISATION DES PRESTATIONS

5.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Mise à disposition du point d'entrée API (Application Programming Interface) :

Le titulaire met à disposition un lien API dédié, qui constitue le point d'entrée unique pour la récupération des données nécessaires à l'exécution des prestations. Ce point d'entrée permet l'accès continu aux flux, données et fonctionnalités prévues au marché.

■ Disponibilité et continuité de service :

Le titulaire garantit la disponibilité du service API.

Toute interruption programmée ne peut intervenir qu'après un préavis minimal de cinq jours ouvrés, sauf urgence.

En cas d'incident rendant l'API indisponible ou altérant la qualité des données :

- le titulaire s'engage à en informer immédiatement l'acheteur,
- un diagnostic est fourni dans un délai maximal de douze heures,
- un rétablissement du service doit intervenir dans un délai maximum de vingt-quatre heures sous peine de l'application de pénalités (cf article 7.1 Pénalités).

■ Modalités d'accès et authentification :

Le titulaire fournit l'ensemble des clés, identifiants, paramètres techniques ou protocoles nécessaires à l'utilisation de l'API. Ces éléments doivent permettre un accès sécurisé et conforme aux règles de cybersécurité en vigueur au sein de la DSNA.

■ Évolutions :

Toute évolution substantielle de l'API susceptible d'impacter la récupération ou l'exploitation des données doit être préalablement portée à la connaissance de l'acheteur permettant, si nécessaire, une adaptation des traitements ou intégrations existantes.

DSNA / DTI	Objet	Acquisition de données ADS-B pour la DSNA	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-18	

■ Utilisation d'un système d'Intelligence Artificielle :

Le titulaire informe l'entité adjudicatrice de l'ensemble des solutions logicielles pouvant s'appuyer sur des Systèmes d'IA afin d'assister son personnel et ses sous-traitants déclarés et acceptés dans la réalisation des prestations prévues par le marché. L'entité adjudicatrice peut s'opposer à l'utilisation d'une telle solution.

Pour pouvoir utiliser une telle IA, le titulaire doit démontrer que l'ensemble des données de la DSNA utilisées par tout modèle entraîné ne pourront pas être réutilisées à d'autres fins que la seule exécution des prestations prévues par le marché.

Le titulaire s'attache à une mise en œuvre de l'IA de manière progressive et incrémentielle, en commençant par des sujets à faible risque et en tirant les leçons de l'expérience acquise au travers de retours d'expérience qui feront l'objet de présentations à l'entité adjudicatrice. Ces modalités de mise en œuvre permettent d'ajuster les processus d'utilisation de l'IA et de réduire les risques liés au manque de pratique et d'expérience avant d'exploiter l'IA pour des sujets à plus fort enjeu.

En toutes hypothèses, le titulaire respecte la réglementation applicable en matière d'utilisation de Systèmes d'IA et garantit qu'une telle utilisation permet à l'acheteur de disposer d'une jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés au terme du présent marché, en application de l'article 46.4.2 du CCAG TIC.

En complément, le titulaire précisera à l'acheteur les conditions de mise en œuvre de l'intelligence artificielle et notamment les garanties offertes en termes de :

- Confidentialité des données, sachant que la mise en commun des données DSNA avec celles de tiers (notamment d'autres clients du titulaire) est proscrite; l'apprentissage de l'intelligence artificielle effectué avec des données DSNA se fait au strict bénéfice de la DSNA (et pas au bénéfice d'autres clients); l'accès aux outils d'intelligence artificielle mis en œuvre dans le cadre des prestations du présent accord-cadre requiert une stricte protection (l'ouverture sur internet est proscrite),
- Sécurité de la production, sachant que le code généré par des outils d'intelligence artificielle reste sous supervision humaine et doit être documenté de manière exhaustive (choix de conception, algorithmes utilisés, données d'entraînement),
- Non remise en cause de la propriété intellectuelle des données de la DSNA dans le cas où la Propriété Intellectuelle de ces données appartient à la DSNA.

5.2. Vérification des prestations

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultats. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre en livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats à atteindre sont décrits dans la Note de présentation (article 2).

■ Opérations de vérification :

Les opérations de vérification sont effectuées par un représentant de la DTI, dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG TIC.

Si l'acheteur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prend une décision d'ajournement ou de rejet, selon les modalités fixées à l'article 34 du CCAG.

DSNA / DTI	Objet	Acquisition de données ADS-B pour la DSNA	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-18	

5.3. Développement durable

■ Clause environnementale :

En application de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique et de l'article 16.2 du CCAG, les conditions d'exécution du contrat comporte des éléments à caractère environnemental.

Ces conditions sont les suivantes :

- Actions pour la réduction des gaz à effet de serre ;
- Livrables au format numérique (politique numérique responsable) ;
- Réduction de la consommation énergétique engendrée par la conception et l'utilisation des services numériques, en réduisant en particulier la puissance informatique nécessaire au bon fonctionnement des services ;
- Conception de services numériques les plus accessibles possibles, en particulier pour les personnes porteuses d'un handicap, notamment visuel et auditif.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

■ Conditions d'exécution à visée sociale :

Le titulaire s'engage à adopter un comportement socialement responsable dans l'exécution de la prestation. Il devra notamment :

- Respecter l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- Assurer des conditions de travail dignes et conformes aux dispositions du Code du travail ;
- Veiller à l'accessibilité des livrables ou supports, si ceux-ci sont destinés à un public externe ;
- Fournir, sur demande de l'acheteur, un bilan social simplifié en fin du contrat.

■ Clause de suivi et reporting environnemental :

Le titulaire doit fournir un rapport environnemental annuel indiquant les mesures prises pour réduire l'impact environnemental des travaux, ainsi que les résultats obtenus en termes de gestion des déchets, de consommation d'énergie et de réduction des émissions de CO2.

Le titulaire doit montrer que les mesures mises en œuvre en matière de développement durable sont conformes à la réglementation en vigueur au moment de la notification de l'accord-cadre.

Selon la nature de l'achat, sur l'ensemble du cycle de vie des produits ou services acquis, le titulaire spécifie les cibles de progrès environnemental :

- la réduction des prélèvements de ressources ;
- la composition des produits et notamment leur caractère écologique/polluant/toxique ;
- les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- la prévention de la production de déchets et leur orientation vers les filières de valorisation ;
- les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment des politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- la réduction des impacts sur la biodiversité ;
- la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du contrat.

DSNA / DTI	Objet	Acquisition de données ADS-B pour la DSNA	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-18	

5.4. Autres stipulations

■ Clause de réexamen DSNA :

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de procéder à des modifications sous la forme de clauses de réexamen selon les modalités suivantes :

CLAUSE DE REEXAMEN PAR MODIFICATION :

- le réexamen des clauses du contrat afin d'intégrer des évolutions techniques intervenant dans son périmètre ;
- le réexamen des clauses du contrat afin d'intégrer des évolutions administratives non prévues initialement ;
- le réexamen de l'annexe financière afin d'intégrer des prestations/matériels non prévus initialement ;
- le réexamen des clauses du contrat en cas de circonstances que les parties diligentes ne pouvaient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre (par exemple une crise sanitaire). Les parties conviennent des modalités de prise en charges, totales ou partielles, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire (surcoûts, facture, prolongation des délais d'exécution etc.). Le titulaire fournit à ce titre les justificatifs nécessaires (surcoût, facture, etc.). La mise en œuvre de cette clause de réexamen est limitée dans le temps.

La mise en œuvre des clauses de réexamen donne lieu à une modification du contrat signé par les deux parties.

■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1. Obligations courantes du titulaire

■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

DSNA / DTI	Objet	Acquisition de données ADS-B pour la DSNA	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-18	

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Conformément à l'article 3.9 du CCAG TIC, le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations fournies à l'acheteur. Le titulaire communique notamment à l'acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du contrat. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le contrat pour s'exonérer de sa responsabilité.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du contrat et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'acheteur, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

A défaut, le contrat pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au contrat, aux frais et risques du titulaire.

■ **Obligation liée au règlement EURATOM :**

Pour l'exécution du contrat, le titulaire est soumis aux obligations prévues par le règlement Euratom, CE n° 2185/96 du Conseil du 11 novembre 1996 concernant les contrôles et vérifications sur place effectués par la Commission en vue de protéger les intérêts financiers des Communautés européennes contre les fraudes et autres irrégularités et par le règlement UE n° 883/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 septembre 2013 relatif aux enquêtes effectuées par la Commission européenne antifraude (OLAF) et aux articles 285 à 287 du traité de Fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) - contrôles conduits par la Cour des comptes européenne. Ces dispositions permettent à l'Agence CINEA (European Climate, Infrastructure and Environment Executive Agency), à la Commission, à l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) ainsi qu'à la Cour des comptes européenne d'exercer des contrôles, enquêtes et audits financiers vis-à-vis du titulaire et de ses sous-traitants dans l'hypothèse où la DSNA percevrait des subventions de fonds européens dans le cadre du présent contrat. La DSNA s'engage à informer le titulaire de toute attribution de financement à la DSNA par la Commission Européenne pour le présent contrat.

■ **Clause environnementale BEGES :**

En application de l'article L 229-25 du code de l'environnement, les entreprises de plus de 500 salariés en métropole et les entreprises de plus de 250 salariés en outre-mer ont l'obligation d'établir un BEGES et un plan de transition tous les quatre ans.

DSNA / DTI	Objet	Acquisition de données ADS-B pour la DSNA	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-18	

Ainsi, si le titulaire du marché est soumis à cette obligation, il adresse à l'acheteur dans le mois qui suit la notification du marché, le BEGES et le plan de transition en cours de validité. A l'expiration de ceux-ci et si la durée de validité du marché n'est pas achevée, le titulaire fournit à l'acheteur la mise à jour du BEGES et du plan de transition.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique à l'acheteur le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

■ **Protection de la main-d'œuvre :**

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

■ **Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité :**

En application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, l'acheteur rappelle au titulaire du marché qu'il doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction – dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public – s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations. Le titulaire doit à cet égard communiquer à l'acheteur chaque contrat de sous-traitance qui aurait pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public.

Aux fins de contrôle, l'acheteur pourra notamment demander au titulaire la communication des notes internes, du règlement intérieur rappelant les principes sus mentionnés.

En cas de non-respect des règles édictées par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect principes de la République, le titulaire encourt une pénalité selon les modalités décrites à l'article *Pénalités*.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

DSNA / DTI	Objet	Acquisition de données ADS-B pour la DSNA	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-18	

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

L'acheteur sera en droit d'obtenir, en cas de faute prouvée du Titulaire, réparation du préjudice direct en résultant à concurrence d'un montant total fixé à 100 000 € HT.

Le titulaire ne sera en aucun cas tenu responsable des dommages consécutifs ou indirects suivants : les pertes de bénéfices, de chiffre d'affaires, de marges, de revenus ou pertes de commandes, de clients, d'actions commerciales, consécutifs à une mauvaise exécution ou à l'inexécution de ses obligations contractuelles au titre du contrat.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'acheteur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par l'acheteur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

6.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

DSNA / DTI	Objet	Acquisition de données ADS-B pour la DSNA	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-18	

■ Mesures de sécurité :

Le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombe en sa qualité d'employeur. Pour les prestations de tests nécessitant la présence du personnel du titulaire dans les locaux des sites de la DGAC, le titulaire fait le nécessaire pour que son personnel se conforme aux dispositions applicables aux entreprises intervenant dans les dits locaux et notamment à celles relatives à l'hygiène et à la sécurité, à charge au titulaire de les communiquer à son personnel. En effet, certains sites étant classé *Etablissement à Accès Surveillé*, comprenant une zone restrictive, l'acceptation de leurs candidatures pourra éventuellement faire l'objet de conditions réglementaires. Les personnels du titulaire seront astreints aux mêmes conditions d'accès aux locaux de l'acheteur que les personnels des sites concernés tout en restant soumis à la convention collective de leur société.

7. LITIGE ET SANCTIONS

7.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Indisponibilité du service	<p>En cas d'indisponibilité du service pendant une durée supérieure à 24 heures, le titulaire encourt des pénalités. Le montant des pénalités est de 150 euros HT par jour calendaire d'indisponibilité.</p> <p>La DSNA notifie au titulaire, par courriel ou par tout autre moyen permettant d'apporter une date certaine, la constatation de l'indisponibilité du service. Le titulaire accuse réception de cette notification et dispose d'un délai de 48h pour répondre aux obligations décrites dans le contrat. Il informe l'acheteur de la date et de l'heure de reprise du service.</p> <p>Ces deux courriels feront foi pour le calcul éventuel des pénalités.</p>
Non-respect des principes de la République	<p>En cas de non-respect des règles édictées par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire encourt une pénalité selon les modalités suivantes :</p> <p>La DSNA notifie au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception via la PLACE la liste des non-conformités constatées.</p> <p>Le Titulaire dispose d'un délai de 21 jours calendaires à compter de la date de la réception du courrier pour fournir à la DSNA entre autres les documents demandés, la preuve de la mise en œuvre d'un plan d'action permettant de répondre aux obligations décrites dans le présent contrat.</p> <p>Si les non-conformités signalées perdurent au-delà du délai de 21 jours calendaires, des pénalités peuvent être imposées par la DSNA. Le montant des pénalités est de 1000 euros HT par manquement.</p>

DSNA / DTI	Objet	Acquisition de données ADS-B pour la DSNA	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-18	

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
PSSI	<p>La DGAC notifiera au titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception la liste des exigences PSSI pour lesquelles elle aura constaté un non-respect.</p> <p>Le Titulaire dispose d'un délai de 21 jours calendaires à compter de la date de la réception du courrier pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fournir à la DSNA un plan d'action pour la mise en conformité ; - Mettre en œuvre ce plan d'action. <p>Si des non-conformités signalées perdurent au-delà du délai de mise en conformité, des pénalités peuvent être imposées par la DSNA. Leur montant est établi à partir de la somme S des montants des prestations commandées et non achevées au jour de la notification de la pénalité.</p> <p>Hors de toute règle de calcul spécifiquement définie par ailleurs, les pénalités HT par jour calendaire sont de S/300. En tout état de cause, le montant minimum des pénalités est de 200 euros HT par jour calendaire.</p>

7.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 54 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

8. FIN DU CONTRAT

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 50.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 51 du CCAG, cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire.

DSNA / DTI	Objet	Acquisition de données ADS-B pour la DSNA	Version	V1R0
Pôle Achats			Du 2026-02-18	

■ Tribunal compétent

En cas de litige, le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Toulouse
68 Rue Raymond IV
31000 Toulouse

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

Liste des dérogations au CCAG Techniques de l'information et de la communication :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 1.1 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG
La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 8 du contrat déroge à l'article 51 du CCAG